



Mercredi 5 décembre 1956,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 26 de l'ordre du jour :

Programmes d'assistance technique (*suite*) :

a) Rapport du Conseil économique et social (*suite*)... 43

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes d'assistance technique (*suite*) :

**a) Rapport du Conseil économique et social
(A/3154, A/C.2/189 et Add.1, A/C.2/L.283,
A/C.2/L.284 et Corr.1, A/C.2/L.285, A/C.2/
L.286, A/C.2/L.287) [*suite*]**

1. M. NASE (Albanie) dit que la République populaire d'Albanie voit dans le développement économique des pays sous-développés, qui intéresse des millions d'êtres humains, l'un des problèmes les plus importants qui se posent sur le plan international. C'est pourquoi le Gouvernement albanais est disposé à participer au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies: à la septième Conférence de l'assistance technique, le 17 octobre 1956, il a annoncé que la contribution de la République populaire d'Albanie s'élèverait pour l'année 1957 à 100.000 leks.

2. La délégation albanaise considère cependant que le développement économique d'un pays repose avant tout sur son industrialisation et que l'absence d'une infrastructure industrielle retarde nécessairement ce développement. A son avis, l'Organisation des Nations Unies devrait consacrer des sommes plus importantes au développement des industries nationales et intensifier son assistance technique dans le domaine de la production industrielle de la production et de la distribution de l'énergie électrique, des industries extractives, de l'artisanat ainsi que de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

3. D'autre part, il serait bon d'envisager d'autres formes d'assistance technique, moins dispendieuses mais également efficaces, telles que l'échange de renseignements scientifiques et techniques. Cette forme d'aide, fournie très largement par l'Union soviétique à un certain nombre de pays, dont l'Albanie, a prouvé son efficacité.

4. Dans le domaine de la formation des cadres, les pays sous-développés auraient intérêt à ce que les bourses octroyées par l'Organisation permettent aux stagiaires de perfectionner leurs connaissances dans leur pays d'origine. Les économies qui en résulteraient au titre des frais de voyage et du coût du séjour à l'étranger permettraient de former dans le pays même un plus grand nombre d'experts et de techniciens.

5. D'autre part, l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques peut jouer un rôle important dans le

développement économique des pays sous-développés, et les programmes d'assistance technique de l'Organisation devraient lui faire une large place. La déclaration du représentant de l'Union soviétique (390^{ème} séance) contient, sur ce point de très utiles considérations.

6. En dépit des nombreux avertissements relatifs à l'écart croissant entre les besoins des pays sous-développés et les ressources dont on dispose, le Secrétaire général a repoussé une proposition de la République démocratique allemande qui offrait de venir en aide aux pays sous-développés en application du paragraphe 7.2 de l'article VII de l'annexe à la résolution 456 (V) de l'Assemblée générale. La délégation albanaise s'associe aux autres délégations qui ont déclaré que ce refus constitue une violation du principe d'universalité qui doit régir l'assistance technique de l'Organisation. Les explications données à ce sujet (390^{ème} séance) par le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique (BAT) ne sont pas convaincantes. La délégation albanaise estime qu'il convient de revoir cette décision, afin de ne pas laisser échapper cette occasion d'augmenter les fonds de l'assistance technique et, en même temps, de mettre fin à une politique de discrimination qui est contraire aux buts de l'Organisation.

7. M. Nase souligne ensuite la nécessité de prendre des mesures plus efficaces pour réduire les dépenses d'administration, nécessité d'autant plus impérieuse que les besoins des pays bénéficiaires ne font que s'accroître.

8. Passant aux projets de résolution dont la Commission est saisie, M. Nase déclare que la délégation albanaise votera en faveur du projet présenté par les délégations roumaine et tchécoslovaque (A/C.2/L.283). D'autre part, estimant que l'utilisation des devises non convertibles à des fins d'assistance technique ne paraît pas devoir soulever de difficultés particulières, elle ne voit pas l'objet de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social qui, au contraire, du fait qu'elle invite instamment les gouvernements à verser en devises immédiatement utilisables la fraction de leur contribution qui dépasse la somme de 500.000 dollars, risque d'avoir de graves conséquences en ce qui concerne les ressources ultérieures du Programme élargi d'assistance technique: ces gouvernements peuvent ainsi se trouver empêchés de porter leur contribution au-delà de 500.000 dollars. D'autre part, cette résolution viole le principe des contributions volontaires. La délégation albanaise votera donc contre cette disposition si la Commission n'adopte pas le projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

9. Pour terminer, M. Nase tient à déclarer que le Gouvernement de la République populaire d'Albanie continuera de donner son appui au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies.

10. M. DIPP GOMEZ (République Dominicaine) rappelle que son gouvernement a toujours porté le plus vif intérêt aux programmes d'assistance technique et

qu'il attache une importance toute particulière à l'échange de techniciens et d'étudiants, qui permet de renforcer les liens spirituels entre les nations. La délégation de la République Dominicaine voit avec satisfaction que le nombre des boursiers augmente d'année en année, car elle estime que le développement économique d'un pays dépend, en dernière analyse, du nombre et de la qualité de ses administrateurs et de ses techniciens. Elle appuiera donc la proposition qui tend à accroître les ressources mises à la disposition du programme d'assistance technique en matière d'administration publique.

11. Le Gouvernement de la République Dominicaine, qui s'efforce d'augmenter sa contribution au Programme élargi, ne peut demeurer indifférent devant le fait que des sommes importantes restent inemployées parce qu'elles ont été versées en monnaie non convertible. Il importe d'éviter cette perte et on ne peut qu'approuver les conclusions auxquelles le Conseil économique et social est parvenu à ce sujet dans sa résolution 623 B III (XXII). La délégation de la République Dominicaine ne pourra donc voter pour le projet de résolution présenté par la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

12. Elle appuiera le projet de résolution (A/C.2/L.284 et Corr.1) qui tend à ouvrir la porte du Comité de l'assistance technique (CAT) à certains pays tels que la Suisse, la République fédérale d'Allemagne et le Japon, qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais coopèrent à la mise en œuvre du Programme élargi.

13. M. MARIN PAREJA (Bolivie) tient à dire l'importance exceptionnelle que la Bolivie, pays bénéficiaire, attache aux programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Il est heureux que le représentant des Etats-Unis d'Amérique ait dit que les Etats-Unis — prototype des pays hautement industrialisés — estiment qu'il faut élever le niveau économique et améliorer les conditions d'existence des pays sous-développés, non pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire, mais à des fins nettement économiques: seules les nations prospères sont, en effet, en mesure de contribuer au développement continu des pays hautement industrialisés, qui risquent, sans cet apport de l'extérieur, d'atteindre un dangereux point de saturation. On comprend, dans ces conditions, l'importance que revêtent les programmes d'assistance technique pour tous les pays, contributeurs comme bénéficiaires.

14. Le rapport du BAT intitulé *Perspectives d'avenir* (E/2885-E/TAC/49) est extrêmement encourageant quant à l'avenir des activités d'assistance technique. On y trouve cependant, au début du chapitre premier, un tableau tragique de la situation économique actuelle. Or l'assistance technique visant essentiellement à réduire l'écart croissant entre Etats riches et Etats pauvres, il faut que cet effort de la communauté internationale soit le plus efficace possible et s'effectue dans les conditions les plus économiques. C'est pourquoi le choix des experts de l'assistance technique présente tant d'importance. Le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique (AAT) a exposé toutes les difficultés auxquelles on se heurte dans ce domaine (389ème séance); à une époque d'immenses progrès dans le domaine technologique, on manque non seulement de techniciens, mais aussi de main-d'œuvre spécialisée. Il n'en reste pas moins qu'il est absolument nécessaire d'associer à la réalisation des programmes d'assistance technique des spécialistes de grande compétence, sous peine d'aller à l'encontre même du but recherché. La Bolivie n'a eu, en général, qu'à se féli-

citer de la qualité des spécialistes qui lui ont prêté leur concours; cependant, elle a dû constater que, dans quelques cas isolés, le choix avait été moins heureux. Un autre aspect est à signaler: il serait bon que les spécialistes se documentent d'avance sur les pays où ils se rendent, car la science pure ne suffit pas toujours à résoudre les problèmes particuliers qui se posent.

15. La délégation bolivienne juge indispensable de développer les services de formation professionnelle et l'octroi de bourses de spécialisation. Les techniciens étrangers, quelle que soit leur valeur, ne peuvent exercer une action continue et leur concours ne suffit donc pas à résoudre les problèmes fondamentaux: les pays sous-développés doivent pouvoir compter sur leurs propres spécialistes. Dans ce domaine, des initiatives comme la création de l'Institut technologique de l'Inde et d'autres centres de formation professionnelle ont fait leurs preuves. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les bourses de l'Organisation des Nations Unies servent la compréhension entre les peuples et la collaboration internationale.

16. La délégation bolivienne appuiera la proposition du Secrétaire général tendant à porter à 300.000 dollars — somme bien insuffisante encore au regard des besoins — les crédits réservés à l'assistance technique dans le domaine de l'administration publique (A/C.2/189 et Add.1).

17. Elle votera aussi pour le projet de résolution commun tendant à élargir la composition du CAT, cet organisme devant avoir un caractère aussi représentatif que possible.

18. Enfin, elle tient à exprimer une fois de plus sa reconnaissance de l'assistance technique qu'elle reçoit de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, cette assistance sera partielle et ne pourra répondre à son but véritable tant qu'elle ne s'accompagnera pas de l'assistance financière dont les pays sous-développés ont besoin pour entreprendre les travaux d'infrastructure économique non rentables ou rentables seulement à longue échéance, travaux que seul le capital public, frayant la voie aux investissements privés, peut aider à accomplir. Il faut, pour permettre les grandes réalisations économiques indispensables aux pays sous-développés, qu'à la technique viennent se joindre les moyens financiers: ainsi seulement, le monde progressera vers l'état de justice économique auquel il aspire. La délégation bolivienne se propose de revenir sur cette question lorsque la Commission abordera le point 27 de l'ordre du jour.

19. Pour M. HALIQ (Arabie Saoudite), le moment est venu de procéder à une analyse attentive des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. En effet, bon nombre des pays parmi les moins évolués économiquement se voient dans l'obligation d'accélérer leur développement économique pour faire face aux exigences politiques qui se font sentir de façon de plus en plus impérieuse tant sur le plan national que sur le plan international. La situation qui règne dans ces pays et dans le monde appelle de la part de l'Organisation un effort à la fois plus intense et plus éclairé.

20. Les différents documents soumis par le BAT, l'AAT et le CAT montrent que les programmes d'assistance technique ont un effet certain; mais les pays bénéficiaires ne sont pas d'accord sur l'importance de cet effet: les uns pensent qu'il est considérable, les autres attribuent à l'insuffisance des ressources financières le fait que l'Organisation n'est pas en mesure de répondre à toutes les demandes dont elle est saisie,

d'autres encore critiquent la compétence des experts ou accusent les pays bénéficiaires de ne pas tirer assez judicieusement parti de l'assistance qu'ils peuvent recevoir.

21. D'une manière générale, les programmes sont examinés, tant par le CAT que par la Deuxième Commission, d'un point de vue essentiellement financier et administratif. La délégation de l'Arabie Saoudite voudrait se placer à un autre point de vue, car elle considère que les méthodes utilisées pour apprécier les activités dans ce domaine laissent beaucoup à désirer. Selon elle, la question fondamentale qu'il importe de se poser lorsqu'on cherche à analyser les lacunes des programmes d'assistance technique devrait être la suivante : dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies prête-t-elle effectivement une assistance technique qui soit de nature à aider les pays bénéficiaires dans le domaine économique proprement dit, et non sur le plan social et humanitaire ?

22. Ceux qui dirigent les destinées du BAT ou de l'AAT et certains membres du CAT ont fait observer à cet égard qu'il appartenait aux pays bénéficiaires de choisir le type d'assistance qu'ils souhaitent recevoir. Cette attitude, si raisonnable soit-elle, est assez paradoxale si l'on songe qu'un autre organisme des Nations Unies, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui n'accorde pas de dons mais simplement des prêts, n'hésite pas cependant à poser des conditions, au reste arbitraires, alors que le BAT paraît incapable de refuser une demande, quand bien même elle est dénuée d'intérêt. Cela impose un fardeau trop lourd à l'Organisation des Nations Unies qui, étant donné ses ressources limitées, se trouve souvent dans l'impossibilité, en présence d'une demande vraiment intéressante du point de vue économique, de fournir les techniciens de valeur et le matériel nécessaires. Comme on l'a déjà souligné, l'importance disproportionnée que certains gouvernements bénéficiaires ont tendance à attacher à leur programme de développement national explique en partie les demandes nombreuses et diverses qu'ils formulent parfois à la légère pour que des experts les aident dans l'exécution de projets mal définis. L'Organisation se trouve ainsi amenée à s'écarter de son objet fondamental, qui est d'aider au développement économique.

23. Le seul remède serait d'élaborer une sorte de code moral, un ensemble de principes devant régir la coopération technique par l'intermédiaire de l'Organisation. Notamment, il faudrait que les gouvernements qui demandent une aide définissent clairement leurs buts, les méthodes qu'ils envisagent pour les atteindre, le coût approximatif de la mise en œuvre des projets, les besoins en personnel et en équipement, et les ressources disponibles.

24. Les organisations internationales préfèrent, en règle générale, ne pas avoir à formuler de politique. Or, toute association d'Etats souverains, bénéficiant du concours d'un secrétariat international, acquiert inévitablement une personnalité indépendante, un dynamisme propre. Il faut que le BAT mette ce dynamisme au service des Etats Membres et exerce une influence constructive, sans que cela lui confère pour autant un pouvoir arbitraire. Si les gouvernements étaient tenus de justifier devant la Commission leurs demandes et leur politique, le BAT ne se trouverait plus seul en butte aux critiques.

25. Il n'est pas facile de juger avec exactitude de la valeur de l'œuvre réalisée dans le domaine de l'assistance technique, mais les documents dont la Commission

est saisie mettent en lumière d'importants résultats : la coordination s'est beaucoup améliorée, les doubles emplois, les conflits de compétence ont été en grande partie éliminés, le mécanisme administratif commence à fonctionner sans heurt. Il s'agit à présent, du point de vue financier et administratif, d'une part, de bien montrer aux pays contributeurs toute l'utilité du Programme élargi pour les amener à accroître leur contribution, d'autre part, de trouver le moyen de réduire les dépenses d'administration.

26. La tâche la plus importante concerne cependant les principes. Un programme international comme le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies tend naturellement à se développer et à se transformer : il semblerait, d'après le dernier rapport du CAT (E/2923), que la tendance des administrateurs du Programme élargi soit de renoncer aux missions de courte durée en faveur de l'établissement de centres nationaux et régionaux permanents, d'où le nombre croissant des représentants résidents. Si cette tendance semble parfaitement s'expliquer, elle ne laisse pas d'être inquiétante étant donné l'état précaire de la trésorerie, car elle provoquera certainement une multiplication des demandes d'assistance. Ce n'est pas là une critique, mais il convient d'appeler l'attention sur ce point, qui constitue l'une des innombrables difficultés d'ordre psychologique, moral, économique ou financier auxquelles se heurte la réalisation du Programme.

27. Comme l'Organisation ne dispose pas de fonds suffisants pour satisfaire toutes les demandes d'assistance technique et qu'il est probable que cette situation ne s'améliorera pas dans un avenir prochain, il paraît indispensable d'étudier à nouveau les objectifs du BAT et des institutions spécialisées et de mettre l'accent sur les aspects économiques de l'assistance technique, plutôt que sur les aspects humanitaires sur lesquels semblent porter un si grand nombre des projets existants. Il faudrait définir la nature du développement que l'on entend promouvoir : la plupart des pays sous-développés ont, avant tout, intérêt à faire porter leurs efforts sur l'industrialisation et le fait est qu'il n'existe pas une seule institution spécialisée qui se consacre exclusivement aux problèmes économiques. Les administrateurs du Programme et les pays bénéficiaires devraient se concerter en vue de faire porter leurs efforts sur un nombre restreint d'objectifs fondamentaux.

28. On ne peut pas faire abstraction des circonstances économiques et sociales particulières à tel ou tel pays et il n'existe pas de théorie généralement acceptée du développement économique. Cependant, il doit être possible, vu notamment l'expérience acquise par les fonctionnaires chargés d'appliquer les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, d'arrêter quelques règles essentielles visant exclusivement le développement d'une économie arriérée. Cela entraînera peut-être un réaménagement de toute la structure de l'assistance technique et l'établissement d'un nouvel ordre de priorité fondé sur des considérations de principe plutôt que sur les possibilités ou les besoins du moment, mais l'existence de règles de cette nature faciliterait considérablement la tâche des experts de l'assistance technique, actuellement sollicités par de multiples considérations, dont certaines dépourvues de tout caractère économique.

29. Passant ensuite aux projets de résolution dont la Commission est saisie, M. Haliq souligne l'importance du problème de l'utilisation des monnaies et déclare qu'il sera heureux de donner sa voix au projet présenté

par les délégations roumaine et tchécoslovaque, si celles-ci acceptent d'y apporter certains remaniements qu'il se propose d'exposer ultérieurement. De même, le projet de résolution commun tendant à élargir la composition du CAT répond à une idée que le représentant de l'Arabie Saoudite approuve en principe, mais son texte doit être éclairci et mis au point avant que M. Haliq ne puisse voter en sa faveur.

30. M. LOPEZ (Philippines) rend hommage au Conseil économique et social pour son remarquable rapport (A/3154). Il a été particulièrement frappé par le passage où il est dit que l'écart entre les pays sous-développés et les pays industrialisés ne fait que s'agrandir. Le Gouvernement philippin reconnaît que les programmes d'assistance technique ne sont pas une panacée ni une formule magique qui permettrait de donner du jour au lendemain la prospérité aux peuples déshérités du monde. Mais, à son avis, on peut se demander si l'élargissement du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres ne traduit pas un certain échec du Programme élargi d'assistance technique, sur lequel les Philippines avaient fondé de grands espoirs. Il est difficile certes de déterminer les raisons exactes de cet échec. Néanmoins les Philippines partagent l'inquiétude de plus en plus grande que suscite l'accroissement des dépenses d'administration et du coût des services d'exécution. Elles craignent aussi que les services administratifs n'aient pas toujours la compétence nécessaire, ce qui, joint au manque de coordination entre les gouvernements, les représentants résidents, le Siège et les organisations participantes, peut expliquer cet accroissement des dépenses d'administration.

31. Malgré cela, les Philippines ne cesseront pas de prêter leur concours plein et entier à la mise en œuvre du Programme. Néanmoins elles accueilleront avec satisfaction toute proposition tendant à réexaminer l'ensemble du Programme, en vue d'en préciser et d'en combler les lacunes.

32. La délégation philippine a noté avec intérêt que le Secrétaire général avait détaché, à titre d'essai, certains fonctionnaires du Siège à Santiago de Chili et à Mexico et qu'il avait donné l'assurance que cette mesure ne porterait atteinte à l'autorité ni des gouvernements ni des représentants résidents en ce qui concerne l'établissement des programmes à l'échelon national.

33. Pour ce qui est de l'utilisation des monnaies, il faut prendre des mesures pour minimiser, sinon pour éliminer, les difficultés qu'elle soulève. A cet égard, il importe essentiellement de préserver le caractère multilatéral du Programme. Aussi les négociations entreprises à propos de l'utilisation des monnaies doivent-elles s'effectuer non sur le plan bilatéral, mais entre les gouvernements contributeurs et les organisations participantes, conformément aux dispositions du paragraphe 9, alinéa a, de la résolution 222 A (IX) du Conseil.

34. En conclusion, M. López est heureux de noter que les organisations participantes se sont déclarées prêtes, en dépit des difficultés financières auxquelles se heurte la mise en œuvre du Programme, à assumer les tâches supplémentaires qui leur seraient dévolues au fur et à mesure du développement de l'action internationale.

35. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) souligne d'abord que le développement économique, social et culturel d'un pays dépend avant tout des efforts du pays lui-même et que les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent avoir qu'un caractère complémentaire. Ces

programmes n'en sont pas moins utiles car il est peu de pays qui puissent prétendre à l'omniscience. L'échange de connaissances et d'expérience contribue, en outre, à renforcer les liens de solidarité entre les peuples et à accroître le patrimoine commun de l'humanité.

36. Les programmes d'assistance technique ont rendu de grands services au Venezuela, notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'électrification, de l'industrie sidérurgique et pétrochimique et de la formation professionnelle. Le Gouvernement vénézuélien étudie avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) la possibilité d'organiser, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, un cours de formation de spécialistes des questions relatives au développement économique. Il espère que le cours pourra être organisé à la fin de 1957 et assurera la formation d'environ 40 experts vénézuéliens.

37. La délégation vénézuélienne approuve entièrement la résolution 85 (VI) de la CEPAL qui invite les autorités compétentes du Programme élargi d'assistance technique à allouer et à utiliser les fonds avec plus de souplesse (E/2796/Rev.1, par. 143). Elle pense en particulier que l'on pourrait instituer à l'intention des experts qui participent à l'exécution du Programme un système de compte courant analogue à celui qui existe pour les boursiers.

38. M. Alfonso Ravard rappelle que le Venezuela a augmenté sa contribution de 33 pour 100 en mars 1956, la portant à 66.000 dollars, et qu'il envisage de l'augmenter encore en 1957.

39. En conclusion, M. Alfonso Ravard tient à féliciter en particulier le Président-Directeur du BAT et les hauts fonctionnaires de l'AAT du zèle avec lequel ils s'acquittent de leurs fonctions.

40. M. DE GAAY FORTMAN (Pays-Bas) dit que dans la conjoncture alarmante où s'est réunie cette année l'Assemblée générale, les résultats obtenus dans le domaine de l'assistance technique et l'harmonieuse collaboration qui s'est instaurée à cet égard entre les Etats Membres sont un sujet de réconfort. L'assistance technique a toujours été une institution vivante — rien ne l'illustre mieux que le rapport du BAT intitulé *Perspectives d'avenir*. Dans ce rapport, le BAT prévoit un accroissement progressif des fonds et le développement correspondant du Programme élargi d'assistance technique. La délégation des Pays-Bas espère que le BAT n'est pas trop optimiste lorsqu'il fixe à 50 millions de dollars le montant des contributions qu'il espère obtenir dans un nombre relativement court d'années; cependant, comme un calcul rapide le démontre, il suffirait pour atteindre ce but que les gouvernements accrussent leurs contributions de 15 pour 100, cinq années de suite.

41. Le BAT envisage également la possibilité d'entreprendre à l'avenir de vastes projets de développement économique. De l'avis de la délégation des Pays-Bas, les crédits nécessaires à ces projets, qui intéressent la structure économique et sociale, devront être prélevés sur un fonds spécial de développement économique. La nécessité urgente d'assurer à ces projets un financement multilatéral ne devrait pas amener l'Organisation des Nations Unies à modifier les principes sur lesquels est fondé son programme d'assistance technique, mais devrait l'inciter au contraire à hâter la création d'un fonds spécial.

42. La délégation des Pays-Bas tient, à son tour, à féliciter le Président-Directeur du BAT et le Directeur général de l'AAT de la manière si efficace dont ils

gèrent les fonds qui leurs sont confiés et à dire qu'elle approuve entièrement le principe selon lequel les demandes émanant des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

43. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que les termes de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social sur l'utilisation des monnaies sont des plus modérés. Il ressort en effet du paragraphe 2 de cette résolution qu'il faudrait qu'une contribution demeurât inutilisée pendant deux ans pour qu'on puisse déclarer que la monnaie en question n'est pas "immédiatement utilisable". Le représentant des Pays-Bas ne voit donc pas la nécessité de modifier ou d'omettre les paragraphes 2, 3 et 4 du projet de résolution comme le voudraient les délégations tchécoslovaque et roumaine. Il est intéressant de noter à cet égard que le représentant de l'Union soviétique a déclaré que son gouvernement consentait à verser 25 pour 100 de sa contribution en devises convertibles. La deuxième partie de la résolution 623 B III (XXII) est aussi importante, sinon plus importante que la première, car elle vise à renforcer le caractère multilatéral du Programme, qui est absolument essentiel.

44. La délégation des Pays-Bas approuve également les propositions du Conseil économique et social concernant le Fonds de roulement et de réserve. Les changements envisagés dans la résolution 623 B II (XXII) permettront d'introduire plus de souplesse dans l'administration financière du Programme sans mettre en cause l'existence d'une réserve permanente. Il est juste de laisser au CAT le soin de fixer l'importance du Fonds.

45. M. de Gaay Fortman constate avec satisfaction que le BAT, les organisations participantes et les gouvernements bénéficiaires de l'assistance technique ont amélioré leur coopération et que les organisations participantes estiment qu'il n'y a pas lieu de modifier profondément le système actuel. Il n'y a pas très longtemps, certaines organisations désiraient obtenir plus d'indépendance dans l'administration des fonds disponibles. Ces demandes n'ont pas été renouvelées, ce qui semble indiquer que le système approuvé par l'Assemblée générale donne satisfaction.

46. Le fait que 85 pour 100 des fonds disponibles soient réservés à la mise en œuvre de projets commencés antérieurement constitue un sujet de préoccupation pour la délégation des Pays-Bas. Sans doute la continuité est-elle nécessaire, mais la souplesse ne l'est pas moins, car le Programme a été conçu pour faire face aux besoins les plus urgents. L'augmentation des contributions pourrait améliorer la situation à cet égard, mais il importe également que les gouvernements bénéficiaires reprennent à leur compte aussitôt que possible les projets commencés grâce à l'intervention de l'assistance technique.

47. L'Assemblée générale est saisie d'une proposition du Secrétaire général tendant à augmenter considérablement les fonds consacrés à l'assistance technique en matière d'administration publique. La délégation néerlandaise appuiera cette proposition, car elle estime que le développement économique d'un pays dépend dans une large mesure de l'existence d'un appareil administratif suffisant. Elle espère que toutes les délégations donneront à leurs représentants à la Cinquième Commission des instructions en ce sens.

48. La délégation des Pays-Bas a présenté, de concert avec sept autres délégations, un projet de résolution tendant à recommander au Conseil économique et

social de prendre les mesures nécessaires pour élargir la composition actuelle du CAT; elle estime en effet depuis longtemps que les Etats qui ne font pas partie du Conseil économique et social et certains Etats qui, sans être Membres de l'Organisation des Nations Unies, prennent une part active à la mise en œuvre du Programme, devraient être représentés au CAT.

49. L'Assemblée générale adopte d'ordinaire une résolution par laquelle elle prend acte du rapport du Conseil économique et social et invite les gouvernements à accorder tout leur appui au Programme élargi. C'est pourquoi la délégation des Pays-Bas espère que la Commission pourra adopter à l'unanimité le projet qu'elle présente de concert avec les délégations danoise, équatorienne, libyenne et pakistanaise (A/C.2/L.287).

50. M. LEPRO (Uruguay), après avoir souligné l'importance des programmes d'assistance technique et avoir loué la qualité des rapports qui ont été présentés, dit qu'il ne s'associe pas aux critiques formulées par certains pays concernant le pourcentage élevé des dépenses d'administration et du coût des services d'exécution. A son avis, si l'on veut avoir un personnel de qualité, il faut le payer et, comme le coût de la vie augmente, il est normal que l'on augmente les traitements.

51. L'Uruguay, bien que ne se considérant pas comme un pays sous-développé au plein sens du terme, n'en a pas moins une économie qui repose sur l'exportation de produits de base, comme la laine, la viande et le blé; aussi est-il sensible à la concurrence des produits synthétiques dont les représentants de l'Iran et de Ceylan se sont émus. Il faut reconnaître néanmoins que le développement des produits synthétiques, notamment des textiles et du caoutchouc, est le résultat des progrès de la science et qu'il s'agit, non pas de freiner ce développement, mais d'élargir les marchés en augmentant le pouvoir d'achat du plus grand nombre possible d'individus. C'est là un domaine dans lequel l'assistance technique peut jouer un grand rôle.

52. Comme l'a souligné le représentant des Etats-Unis, l'assistance technique est utile non seulement aux pays bénéficiaires, mais aussi aux pays contributeurs: le développement économique des premiers se traduit par un élargissement des marchés ouverts aux seconds. D'ailleurs, relever le niveau de vie des populations déshéritées du globe est un impératif moral reconnu de tous. Là où le désaccord se manifeste, c'est sur les moyens à employer pour atteindre ce but. A cet égard, l'Uruguay estime que l'aide fournie ne doit sous aucun prétexte être donnée au détriment du respect de la personne humaine.

53. Certains représentants ont parlé de discrimination à propos de la République démocratique allemande. L'Uruguay appuie sans réserve l'attitude adoptée par le Secrétaire général en la matière, attitude qui est entièrement conforme aux décisions prises par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et qui repose en outre sur la définition généralement admise de l'Etat souverain. Il est évident que l'universalité ne peut être ni inconditionnelle ni illimitée.

54. L'Uruguay, dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, attache une importance particulière aux programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. M. Lepro souligne à cet égard que si l'on veut que l'accroissement de la productivité se traduise par une amélioration du niveau de vie des travailleurs, il faut qu'il aille de pair avec l'élargissement des marchés.

55. En ce qui concerne l'échange de techniciens, les experts originaires de petits pays peuvent faire œuvre aussi utile que ceux des grands pays. L'Uruguay pour sa part a envoyé récemment 20 spécialistes dans divers pays d'Amérique; en échange, il a reçu de ces mêmes pays des experts qui sont venus s'ajouter à ceux qui lui sont venus de pays européens et d'Australie.

56. Se référant à l'activité déployée par l'Uruguay dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, M. Lepro signale que la Chambre des députés étudie à l'heure actuelle un plan de développement de l'élevage, qu'elle a approuvé des lois en matière de santé, de réforme agraire, de crédit, etc. D'autre part, l'Uruguay a mis en pratique, depuis des années, les recommandations de l'annexe I de la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social: il a créé à cet effet une commission interministérielle d'assistance technique. Parmi les nombreux programmes nationaux en cours d'exécution, on peut signaler celui qui a trait à l'Institut de cartographie, qui reçoit des boursiers de divers pays d'Amérique latine.

57. Le Gouvernement uruguayen accorde en outre toutes les facilités nécessaires au bureau local et au représentant résident du BAT. La délégation uruguayenne souscrit sans réserves à la résolution adoptée par le CAT le 13 juillet 1956 (E/2923, par. 34) concernant la coordination des activités des représentants résidents et des représentants des organisations participantes. Cette coordination est indispensable; aussi la délégation uruguayenne espère-t-elle que les organisations participantes ne ménageront aucun effort dans ce sens. M. Lepro signale à cet égard que pour toutes les questions d'ordre administratif, le Gouvernement uruguayen s'est efforcé de traiter avec les diverses organisations par l'entremise du représentant résident. Il souligne également l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de tenir les représentants résidents pleinement au courant de l'état des programmes réalisés sous ses auspices mais qui n'entrent pas dans le cadre du Programme élargi. Il serait souhaitable que les autres institutions spécialisées, ainsi que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, fassent de même afin que les représentants résidents aient une vue d'ensemble de tous les programmes élaborés ou en cours d'exécution et puissent fournir aux services nationaux de coordination tous les renseignements dont ils ont besoin.

58. M. RAMASWAMI (Inde) dit que l'Organisation des Nations Unies peut s'enorgueillir à juste titre de l'ampleur qu'a prise son programme d'assistance technique. Cependant, si les contributions augmentent régulièrement, elles sont encore loin de suffire à tous les besoins. Pour sa part, le Gouvernement indien a doublé son apport au cours des six dernières années. Bien que l'assistance qu'il reçoit de l'Organisation soit nettement supérieure au montant de sa contribution, elle est insignifiante au regard de celle dont il bénéficie au titre d'autres programmes bilatéraux et multilatéraux.

59. M. Ramaswami a été particulièrement heureux de constater que le Président-Directeur du BAT et le Directeur général de l'AAT s'efforcent de réduire au minimum les dépenses d'administration et qu'ils prennent des mesures pour s'assurer que l'exécution des programmes à long terme ne sera pas interrompue faute de fonds. A ce propos, la délégation indienne tient à déclarer qu'après examen du texte présenté par le Secrétaire général (A/C.2/L.285), elle souscrit aux recommandations formulées par le Conseil économique

et social dans sa résolution 623 B II (XXII). Elle estime toutefois qu'il serait bon de réexaminer les modalités du nouveau système d'ici deux ans.

60. L'analyse comparative des programmes et des projets n'est pas une tâche aisée, mais elle est utile à divers égards et la délégation indienne approuve l'idée d'une évaluation annuelle.

61. Elle convient aussi avec le Secrétaire général de la nécessité d'augmenter les fonds réservés à l'assistance technique dans le domaine de l'administration publique. Nombre d'anciens pays coloniaux n'ont pas hérité d'une administration qui réponde aux besoins d'un Etat indépendant; même ceux qui en possèdent une ont à faire face aux besoins nouveaux que crée le développement social et économique. Les travaux de recherche que le Secrétaire général envisage de faire entreprendre dans ce domaine revêtent une importance indéniable; l'Inde, quant à elle, s'intéresse particulièrement à deux des sujets d'étude proposés: la gestion des sociétés publiques et celle des services d'utilité publique. Elle espère, d'autre part, que l'offre de collaboration de l'Institut international des sciences administratives sera acceptée, car, possédant elle-même un Institut d'administration publique, elle sait, par expérience, tout le profit que l'on pourra en tirer.

62. L'assistance technique est un élément essentiel du développement économique et doit aller de pair avec l'assistance financière. C'est pourquoi il est indispensable d'assurer une coordination étroite entre les services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, les institutions que l'on se propose de créer pour financer le développement économique et les organismes financiers existants, de l'autre. Il est indispensable d'associer à cette œuvre le plus grand nombre possible de pays. Or, la délégation indienne craint que la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social n'ait pour effet d'empêcher certains pays d'apporter une contribution importante au Programme élargi d'assistance technique ou de les empêcher d'accroître celle qu'ils versent déjà. Aussi le Conseil devrait-il réexaminer la question de manière approfondie en vue de parvenir à une solution de compromis, à moins que la Commission elle-même ne parvienne à une solution de cette nature. Quoi qu'il en soit, il est indispensable de préserver le caractère multilatéral de l'action de l'Organisation dans le domaine de l'assistance technique.

63. Quant au projet de résolution commun tendant à élargir la composition du CAT, la délégation indienne, qui en est un des auteurs, espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

64. M. LOUGH (Nouvelle-Zélande) dit que son pays, dont le développement économique a été rapide, doit beaucoup aux techniciens formés à l'étranger. Le Gouvernement néo-zélandais comprend parfaitement combien le manque d'ingénieurs et de techniciens peut ralentir l'exécution d'un plan de développement économique et il ne ménage pas l'appui qu'il donne aux programmes internationaux d'assistance technique. Pour faire face à l'augmentation de sa population, la Nouvelle-Zélande a été obligée de mettre au point un vaste plan d'équipement dont la mise en œuvre occupe la plupart des techniciens disponibles. Elle a réussi cependant à venir en aide à des pays moins fortunés qu'elle, soit en octroyant des bourses d'études, soit en envoyant des experts à l'étranger.

65. Les besoins des pays sous-développés sont presque infinis, mais le rythme du développement économique

de ces pays dépend dans une large mesure du nombre de techniciens qu'ils réussissent à former. La délégation néo-zélandaise est donc heureuse que les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies fassent une place de plus en plus large à la formation de personnel. Le résultat immédiat de la mise en œuvre d'un programme peut paraître décevant, mais il ne faut pas sous-estimer les effets à long terme car les techniciens que l'on a formés communiquent à d'autres leur expérience et leur savoir.

66. Il ne faut pas oublier non plus que les programmes d'assistance technique contribuent à l'amélioration des relations internationales, ce qui est également profitable pour ceux qui donnent et pour ceux qui reçoivent. Malgré l'amélioration des moyens de transport, la Nouvelle-Zélande se trouve encore à l'écart des grands courants internationaux. Les Néo-Zélandais ont donc été très heureux d'avoir l'occasion d'entrer en rapports avec des étudiants venus de l'Asie du Sud et du Sud-Est et ils ont l'impression que ces contacts les aident à mieux comprendre leurs voisins asiatiques.

67. Le total des contributions de la Nouvelle-Zélande au Programme élargi s'élève maintenant à plus de 1 million de dollars. Elle a reçu plus de 120 étudiants ou spécialistes au titre des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et plus de 300 au titre du Plan de Colombo pour la coopération économique et le développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est. D'autre part, elle a mis près de 60 experts à la disposition des pays qui participent à ce plan.

68. La délégation néo-zélandaise a étudié avec soin les documents relatifs à l'augmentation proposée des ressources mises à la disposition du programme d'assistance technique en matière d'administration publique. Le Gouvernement néo-zélandais manque lui-même d'administrateurs parce que ses prédécesseurs n'ont pas su prévoir la rapidité de l'expansion économique. Il comprend donc parfaitement le problème devant lequel se trouvent placés les pays qui s'efforcent d'élever le niveau de vie de leur population par un développement rapide de leurs ressources. A en juger par l'expérience des pays qui participent au Plan de Colombo, c'est surtout le personnel de rang moyen qui fait défaut et il convient de prévoir à l'avance le nombre de postes administratifs importants qu'il faudra pourvoir à un moment donné.

69. La délégation néo-zélandaise espère que la Cinquième Commission pourra approuver une augmentation modérée des crédits au titre du programme ordinaire.

70. Le Gouvernement néo-zélandais approuve les recommandations du Conseil économique et social touchant le Fonds de roulement et de réserve et l'utilisation des monnaies et son représentant ne pourra donc voter pour le projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie.

71. M. Lough appuiera le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.284, et Corr.13 car il juge que certains pays qui prennent une part active à la mise en œuvre du Programme élargi devraient être représentés au CAT.

La séance est levée à 17 h. 45.

